L’arrêt des primes à la casse portera un coup à la croissance

21/12/2009 à 6h04

Dans les pays qui les ont mises en oeuvre (Allemagne, France, Italie, Espagne ; Royaume-Uni etc.), les primes à la casse ont soutenu le marché automobile et la consommation des ménages en 2009. L’arrêt de ces mesures, pas toujours progressif, pourrait provoquer un net repli des dépenses des ménages en automobiles.

Exportations ralenties

Directrice des études économiques et de la stratégie marché d’HSBC France, Mathilde Lemoine va plus loin : “*Plus des deux tiers de la croissance du PIB français ont résulté des primes à la casse appliquées en France et à l’étranger. Mais ces soutiens ne sont que temporaires, (…) et leur arrêt, même dégressif, va donc peser significativement sur la croissance des trimestres à venir,*” écrit-elle.

> ***“Ce contrecoup pourrait être plus brutal qu’anticipé, ce qui pénaliserait la croissance,” analyse l’Insee.***

En France, les deux précédentes primes à la casse, la “*balladurette*” puis “*la jupette,*” instaurées en 1994 et 1995, avaient uniquement conduit à anticiper les achats automobiles des ménages. Mme Lemoine prévoit une évolution du même type avec la prime à la casse mise en place en décembre 2008.

Elle s’attend à un net recul de la consommation automobile des ménages au premier trimestre 2010. L’économiste observe aussi que les primes à la casse appliquées à l’étranger ont permis

aux exportations françaises de rebondir fortement : + 11,5 % au deuxième trimestre 2009, par rapport au – 18,4 % du premier et au – 22,4 % du quatrième trimestre 2008.

L'arrêt de ces dispositifs, effectif depuis septembre en Allemagne et programmé ailleurs, va limiter les exportations automobiles françaises qui ralentiraient à + 2 % au troisième trimestre et à – 3 % au quatrième. Après avoir soutenu la croissance du PIB, la prime à la casse la déprimerait début 2010. Au premier trimestre, la chute des exportations automobiles et de la consommation des ménages pèserait à hauteur de – 0,2 % sur la croissance trimestrielle, précise Mme Lemoine dans son étude intitulée "*France : perspectives toujours instables.*"

Si l'on y ajoute la fin de la baisse des prix, du plan de relance et l'arrêt des mesures fiscales et sociales qui soutenaient la consommation, on conçoit que l'ensemble de l'année 2009 reste très incertain et que l'Insee ne prévoit pas la moindre accélération d'ici à juin 2010. Si les enquêtes de conjoncture devaient rester mal orientées, les conjoncturistes seraient probablement conduits à revoir à la baisse leurs prévisions.

Le Monde